Les enjeux actuels dans le monde arabe et sud saharien

Bernard Dréano, président du CEDETIM – MCM, Nantes le 31-1-2013

Le (s) *printemps arabe(s)* constituent le début, la continuation d'un processus long, analogue à celui qui a touché bon nombre des pays européens à partir de 1848 et qui, malgré une apparente remise au pas rapide, a été à l'origine de bouleversements nombreux dont certains ne sont apparus que bien plus tard (fin du 19éme en France par ex. avec la reconnaissance du syndicalisme…). En 1848, on l'a d'ailleurs qualifié de *printemps des peuples*.
Dans cette optique, la prise de la Bastille ou du Palais d'hiver ne sont que des dates clefs symboliques dans une "longue marche" (qui peut être qualifiée de révolutionnaire au sens où elle vise à changer de société et pas seulement de régime).
De même, le monde arabe a connu plusieurs révolutions : de 1919 en Egypte jusqu'à l'indépendance / décolonisation dans les années 1960 avant la flambée actuelle.

Du complot

Dans tous les cas (France en 1789 ou monde arabe actuellement), il faut tordre le coup au complotisme. Que des appareils militaires montent des complots, que les USA et l'URSS aient eu des velléités d'envahissement (réciproques), cela a toujours existé ! Que de véritables complots aient abouti à renverser tel ou tel régime, cela s'est produit (la CIA et le KGB se sont parfois prêtés à ces basses œuvres) ; mais les bouleversements en cours actuellement ne sont en rien le résultat d'un complot mondial ou sous-régional visant à reprendre la main dans une zone qui se décrédibilisait (régimes corrompus) et sur laquelle les grandes puissances souhaitaient reprendre la main (ce qui ne les empêche pas de jouer au mieux leurs intérêts, quitte à accepter des compromis ou des évolutions que la raison saisit parfois assez difficilement). Par exemple, la position des USA est déterminée par sa volonté de soutenir Israël, de sécuriser les ressources énergétiques de la région et de garantir le libre-échange.

Mais contrairement à ce qui s'est passé au début du 20° siècle (la contrôle des territoires par la conquête dans les colonies) ou plus récemment en Afghanistan (avec les Soviétiques), en Irak ou au Koweït (avec les Etats-Unis), les grandes puissances n'ont jamais envisagé une intervention directe en Tunisie ou en Egypte (où leur politique a été celle de la bienveillante compréhension vis-à-vis de l'armée quitte à laisser déboulonner Moubarak).
Rappel : Si les Américains ont envoyé 400 000 militaires contre Sadam Hussein, au début du siècle, les Britanniques contrôlaient l'Irak avec 3 000 hommes et l'Inde avec 30 000 soldats seulement (avec, il est vrai, une population bien moindre).

Contrairement à ce qui était la règle, les grandes puissances n'ont joué que la carte de l'influence et force est de constater que le résultat n'a pas toujours été conforme à leurs souhaits. (Rappelons qu'en Tunisie la France a soutenu jusqu'au dernier jour le président en place).

Les révoltes ont donc essentiellement des causes endogènes
La manipulation des peuples relève plus du fantasme que de la réalité
La désintégration des pouvoirs en place est d'abord
le fait des pouvoirs en place (cf. Hussein, Kadhafi, Moubarak
La force des islamistes en est la conséquence directe.

Temps court et mouvements de fond

De 1987 à 1990, il y a eu, dans de très nombreux pays de la zone (arabe ?) des vagues de contestations plus ou moins fortes, plus ou moins médiatisées avec un pic à partir de 2011. Pour y voir plus clair, il faut faire la part entre les raisons profondes, les causes conjoncturelles et les contextes locaux, chacune des situations ayant ses caractéristiques propres (d'où le danger de la généralisation).

* Presque tous les pays concernés ont été colonisés et se sont battus pour obtenir une indépendance dont les résultats n'ont pas souvent été à la hauteur des attentes (amélioration des conditions de vie).
* Beaucoup se sont retrouvés avec des régimes pour le moins autoritaires où l'influence des grandes puissances s'est exercée (depuis, elle a fortement baissé). D'où le questionnement en interne sur la légitimité des gouvernements. A noter le cas atypique des pétromonarchies.
* Dans tous les cas, ont été constatées une forte croissance démographique couplée avec une augmentation notable de la scolarisation, en particulier chez les filles (avec, en corollaire et partout, le chômage des jeunes diplômés).
* Depuis le début des années 80, la natalité s'effondre dans toute la zone et, c'est le cas en Algérie, le taux de natalité est inférieur à celui de la France, même si au Yémen, le nombre d'enfants par femme (8 il y a une génération) est de 4 actuellement.

Beaucoup de ces caractéristiques se retrouvent également en Afrique subsaharienne mais leur combinaison ne conduit pas forcément au même résultat qu'en Tunisie ou en Egypte.

Révolution internet ?

Bien sûr qu' internet est une révolution dans tous les domaines, bien sûr qu'instantanément Tunis est au courant de ce qui se passe à Tripoli, mais le printemps arabe n'est, en aucun cas, le résultat de la diffusion des technique actuelles de communication.
Rappelons qu'en 1848, il fallait trois jours pour que les évènements qui se déroulaient à Paris soient connus à Berlin et que la "contagion" nécessitait trois semaines au moins pour s'étendre d'un pays à l'autre. C'est toujours la durée minimale incompressible observée actuellement (celle nécessaire à la mise en place de coordinations et à l'organisation de manifestations).

Qu'est-ce que le monde arabe ?

Un ensemble de populations parlant la même langue ?
Les héritiers du panarabisme de Nasser ?
Les admirateurs de la chanteuse d'Oum Kalsoum ?
Les habitants des pays membres de la Ligue arabe (dont tous ne sont pas arabes) ?
Les téléspectateurs de la chaîne Al-Djazeira ?

Dans le monde arabe, quatre zones peuvent être "isolées" : le Maghreb, l'Egypte, le territoire syro-irakien et la péninsule arabique, sans que, pour autant, leurs caractéristique soient en tous points identiques. Ce n'est pas parce que les mots d'ordre sont les mêmes (liberté, justice, démocratie) qu'ils traduisent une envie commune de nationalisme arabe.

Quelles relations entre arabe, islam et monde musulman ? Tous les pays arabes ne sont pas musulmans ; qu'est-ce qu'un musulman ? Les pays arabes ne regroupent que le tiers des musulmans du monde (situés principalement en Asie). La majorité des musulmans arabes sont sunnites mais il y a de nombreux courants dont celui des Frères musulmans.

Après le printemps arabe, l'hiver islamiste ? Le cas de la Tunisie

S'il peut y avoir inquiétude à court terme (les jeunes ont peu voté aux dernières élections, la majorité des militants salafistes est issue de cette classe d'âge), il y a de bonnes raisons d'être optimiste à long terme (l'Histoire nous rappelle que la première constitution dans ce pays date de 1866 et que l'esclavage y a été aboli avant sa suppression en France).
Ce pays ne connaît pas la dictature, expérimente la démocratie, peut s'appuyer sur un syndicalisme fort depuis longtemps et sur des partis politiques en constitution (Enhada comptait 1 500 membres en 2010 dans le pays ; il y en a aujourd'hui 100 000).
Si la décentralisation et la place des pouvoirs locaux constituent des enjeux majeurs, aucun parti ne les a inscrits dans son programme.

Trois tendances se distinguent au niveau national : les non-violents traditionnalistes ; Enhada qui cherche et détient le pouvoir ; la mouvance salafiste, jeune, critique envers le pouvoir. Mais le jeu peut être troublé car se produisent des manifestations locales, parfois contre Enhada, avec émergence de groupes salafistes.
500 000 franco-tunisiens vivent actuellement en France

La situation au Mali

Fallait-il intervenir ou pas (depuis la colonisation, la France est toujours prête à intervenir dans sa zone d'influence) ?
L'action française n'est-elle pas un "moindre mal" ?
Constitue-t-elle une rupture avec la Francafrique ?
Le plus important, en particulier pour les ONG, n'est-il pas d'être attentif à ce qui va se dérouler après l'intervention ?

La crise malienne est-elle une conséquence de la chute de Kadhafi ? Non, elle s'est déclenchée il y a au moins cinq ans car les accords de Tamanrasset puis de Tombouctou en 1996 (qui prévoyaient une relative autonomie au Nord avec la sécurité et une politique de développement) n'ont pas changé la donne (faillite de l'Etat confronté depuis longtemps aux conséquences des programmes d'ajustement structurel imposés de l'extérieur, oppositions nord/sud, minorités touarègue et arabophone, troubles islamistes).
Depuis longtemps, l'Etat malien était délégitimé par la corruption de ses dirigeants, incapables de sortir le pays de la pauvreté, trop liés aux bailleurs de fonds extérieurs (d'ailleurs pas tous américains ou européens) et, de ce fait, beaucoup moins conforme à l'image d'Epinal (le Mali, modèle démocratique africain).

Bien sûr, la chute du dictateur libyen a concentré et envenimé la situation (retour au Mali de mercenaires, abondance et trafic d'armes se sont rajoutés aux kidnappings et autres narco-trafics). Numériquement, il ne semble pas qu'il y ait plus de 4 000 hommes "rebelles" dont moins de mille djihadistes. D'où l'ambigüité dans le discours (rebelles, terroristes, islamistes) : le combat contre le terrorisme (assimilé à l'islamisme) prendrait-il le relai de la lutte contre le communisme ?

Quel rôle jouent les médiateurs et acteurs voisins (Blaise Compaoré au Burkina et Idriss Déby au Tchad) ? Qui utilise qui, à quelles conditions ?

Quid du sort des otages ?
Les financements, en-dehors des trafics, proviendraient de riches familles saoudiennes (et pas forcément du régime saoudien) et, en même temps, il y a assèchement des fonds khadafistes.

Le Mali a toujours connu un fort degré d'auto-organisation sociale, y compris chez les femmes (confrontées à l'absence des hommes), en lien avec les fonds envoyés par les immigrés (par ex. la France héberge 300 000 personnes d'origine malienne).

Former l'armée malienne ? Sans doute car elle est en totale déconfiture, mais mesure-t-on les conséquences locales d'une telle initiative ? Par ex. 500 conseillers européens nécessitent au moins autant d'interprètes et un nombre équivalent de personnels autochtones (maintenance, services divers) ; les meilleurs éléments de la société civile malienne vont être détournés par cette opportunité ; le pouvoir d'achat distribué va modifier brutalement l'économie locale…

Régime et système ?

Changement de régime ou changement de système ? Pour certains, la révolution peut être réduite à un "tour complet" où, dans le cadre d'un simple changement de régime, les anciennes élites se "recyclent" dans le nouveau ! Evolution n'est pas révolution.

A lire :

"La perle et le colonel" de Bernard Dréano. 2012

" Au Mali, la guerre des islamismes" par Gilles Holder ; le Monde du 29-1-2013 :
http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/01/28/au-mali-la-guerre-des-islamismes_1823540_3232.html

« Les zones d'ombre de l'intervention Française au Mali - Eléments de contexte et d'explication », dossier de Survie :
http://survie.org/IMG/pdf/Dossier_d_information_-_Les_zones_d_ombres_de_l_intervention_francaise_au_Mali_-_Survie_-_24_janvier_2013.pdf

Forum social mondial

Il est ouvert (mondial) et pas seulement tunisien (prévu initialement au Caire, ce lieu fut vite abandonné pour des raisons de sécurité).
Ce ne sera pas la tribune des partis politiques locaux en campagne électorale.
Il est piloté par un comité laïque "plutôt de gauche".
Le gouvernement tunisien apporte son soutien total (logistique, délivrance des visas…).
Cinq réunions préparatoires ont déjà eu lieu, à Monastir, puis dans chacune des quatre grandes régions tunisiennes. Aucun incident n'a été signalé.
Compte-tenu de la participation probable (majoritairement la zone nord-africaine), le souhait est de mettre l'accent sur les enjeux méditerranéens, d'en faire un FSM maghrébin.

Prise de notes et transcription : Loïc Danieau, CASI 85. 2013-02-02